

siège de la religion catholique. Cette vérité, nous voudrions qu'elle fût gravée, non sur le marbre, mais dans le cœur de tous ceux qui participent à l'administration publique, afin que, chacun respectant notre primauté universelle, personne ne donne carrière à certaines théories limitées, ou même quelquefois à des désirs de parti. Qui a des sentiments élevés de la religion ne saurait penser autrement. Et si vous, comme nous le croyons, vous êtes pénétrés de ces vérités, vous serez de nobles instruments dans les mains de Dieu pour assurer à Rome et à l'Etat de véritables et solides avantages, dont le premier sera celui d'extirper la semence de la défiance et le désastreux levain des partis.

Nous ne tarderons pas à connaître quel effet cette déclaration aura produit à Rome.

France.—Paris 27.—La confiance renaît par degrés, mais le commerce est encore dans un état de stagnation. Le général Oudinot est parti pour l'armée des Alpes; cependant la France n'a pas encore décidé d'intervenir dans les affaires d'Italie.

Le ministre des finances a proposé un emprunt de 200,000,000 de francs (£10,000,000.) Le déficit dans les finances s'élève à 200,154,886 francs (environ £10,007,744.)

M. Coquerel fait rapport d'un projet de loi pour régler l'organisation des clubs.

—Les forts détachés à l'entour de Paris ont été mis sur le pied de guerre.

Nord de l'Italie.—Les Autrichiens se sont emparé de Ferrare, le 14 juillet. La *Gazette du Piémont*, en date du 22, annonce que les Autrichiens ont été attaqués dans leur position de Stalvio (Tyrol), et forcés de se replier sur Trasfoi après un combat acharné. Les journaux de Turin, le 21, rapportent que les Autrichiens ont été battus à Governolo avec perte de 2 canons, de 500 hommes faits prisonniers et de 106 morts.

—Le 21, les chambres de Turin ont voté l'annexion de Venise au Piémont.

Naples.—Le roi fait de grandes préparatifs contre la Sicile. Les marchands anglais résidant à Naples ont été forcés de se soumettre à un emprunt forcé. Le roi a reconnu la république française.

Autriche.—La diète a été ouverte à Vienne, le 22, par l'Archiduc Jean.

MONUMENT DE WOLFE.—Le *Mercury* d'hier nous informe que les officiers des différentes garnisons qui se sont succédées à Québec depuis plusieurs années, ont souscrit une somme considérable qui va être appliquée sans délai à l'érection d'un nouveau monument en l'honneur de Wolfe, en remplacement de celui qui existe aujourd'hui en dehors des murs. (Canadien.)

COLONISATION.

Circulaire.

Adressée au Clergé du Diocèse de Québec, par l'Association du district de Québec, pour l'établissement des Canadiens-Français dans les Townships du Bas-Canada.

QUÉBEC, 11 AOÛT, 1848.

MONSIEUR,

Vous connaissez sans doute l'objet patriotique que propose l'Association qui vient d'être formée dans les Districts de Montréal et de Québec, c'est-à-dire l'établissement du surplus de notre population dans les terres incultes du Bas-Canada. Vous n'ignorez pas non plus combien est profonde la plaie nationale à laquelle cette Association se propose d'apporter un remède efficace: à savoir: le départ annuel de milliers de jeunes gens et d'un grand nombre de familles qui abandonnent les bords du St. Laurent pour aller chercher fortune et bonheur sous un ciel qu'ils croient plus beau, et sur un sol qu'on leur dit plus fertile. Ces jeunes gens, (vous ne le savez que trop) ne reviennent pas parmi nous, ou ne reviennent que plus pauvres, souvent moins vertueux, et avec les débris d'une santé que la fatigue ou le vice a pour toujours altérée. Ces familles, au lieu de trouver le bien-être qu'elles espèrent, ne rencontrent chez l'étranger que durs travaux et superbes dédains; et, loin des autels de leur jeunesse et du sol de la patrie, elles pleurent l'absence des joies religieuses de leurs premiers ans et des jouissances du toit paternel. L'abondance même qu'un bien petit nombre peut atteindre, n'est qu'une faible consolation, quand on la compare à la paix, au contentement, à la franchise et naïve piété, à la suave politesse, qui caractérisent notre Canada.

C'est un mal que nous déplorons tous que cette émigration continuelle avec ses tristes et inséparables suites. Le temps est venu d'y mettre fin.

Le Représentant de notre Souverain et ses Ministres, éclairés sur les intérêts du pays, et sur les besoins et les droits de nos compatriotes, placent dès maintenant à notre disposition les meilleures terres du Bas-Canada. C'est à nous de faire en sorte que nos frères profitent de ce grand acte de justice.

Déjà deux territoires importants nous sont offerts à des conditions faciles et libérales. Et bientôt, nous devons l'espérer, les portions les plus fertiles des terres incultes de la Couronne, dans toutes les parties de la Couronne, dans toutes les parties de la Province, seront ouvertes à la Colonisation. Nous voyons même avec sa-

tisfaction, que des routes qui en faciliteront l'accès sont ou commencées ou en contemplation. C'est donc un devoir pour tout ami du pays, de contribuer par ses efforts, au succès d'un projet, qui, s'il est soutenu, et conduit avec zèle et prudence, doit procurer avant deux ans, de bonnes terres et une honnête aisance à tant de jeunes gens qui languissent dans l'indigence et l'oisiveté.

Un fleau presque égal à celui de l'émigration aux Etats-Unis, résulte de la déplorable légèreté avec laquelle des familles qui se trouvent malheureuses à la campagne, ou qui, s'imaginant par là améliorer leur sort, vendent leurs propriétés, et viennent à la ville exercer de petites industries peu lucratives, presque toujours précaires et rarement honorables. Bien que la classe mercantile et ouvrière de la ville se recrute parmi la jeunesse des campagnes; et que celle-ci précieuse des personnes employées à la construction des édifices et des vaisseaux provienne aussi de la même origine; il n'en est pas moins vrai que sur un grand nombre de familles qui ont ainsi déserté la campagne pour se réfugier dans les villes, très peu parviennent à l'aisance, tandis que la plupart tombent dans la misère. L'établissement des Townships fournira un excellent débouché aux personnes des campagnes que tourmente le désir de changer de lieu et d'améliorer leur condition, sans présenter les mêmes inconvénients qu'entraîne leur concentration dans les villes.

Jamais non plus, il ne fut aussi urgent de développer, d'augmenter les ressources agricoles de cette Province, et d'ouvrir au surcroît de notre population un champ assez vaste pour employer son industrie et assez riche pour la récompenser. Le commerce languit ou s'éteint; les récoltes périssent, l'argent diminue de jour en jour. L'ouvrier n'a plus d'ouvrage; et l'artisan ne trouve plus à exercer son métier. A Québec, à la Pointe-Lévi des centaines de familles honnêtes vivent au cœur de l'été à un seul repas par jour! Dans les paroisses de campagne, d'un autre côté, l'abondance, l'aisance d'autrefois a disparu. Si la prochaine moisson leur manque, que vont devenir nos cultivateurs? Sans doute que des fleaux dont Dieu seul connaît le secret, font avorter les récoltes qui promettent le plus; mais qui niera que notre sol ne soit épuisé par deux cents ans de culture, et que nous négligeons les moyens de l'engraisser et de lui rendre sa fertilité première? On sait, d'ailleurs, la funeste habitude qu'ont les pères de familles dans les seigneuries, de partager leurs propriétés entre leurs enfants; pendant qu'à une petite distance du seuil paternel, il y a de magnifiques terres en bois debout! C'est